



CTA du 8 Avril 2020 Déclaration de la FSU.

Madame la Rectrice,

La crise actuelle est inédite. Fruit des désastres écologiques et de la mondialisation, elle agit comme un révélateur des impasses du néo-libéralisme. Elle met à nu les conséquences de l'enchaînement des politiques d'austérité.

Le confinement généralisé actuel, indispensable pour freiner la propagation du virus, faute d'anticipation et d'impréparation conjuguées à une pénurie de matériel disponible, met en évidence le rôle des secteurs essentiels de la société dont les services publics.

Pourtant, la loi d'urgence sanitaire octroie de nombreux moyens financiers aux entreprises et peu aux services publics notamment au secteur hospitalier pourtant exsangue, ne disposant pas de respirateurs en nombre suffisant. Elle permet en outre des dérogations au code du travail, faisant encore porter le poids de la crise sur les salarié.es. Elles ne pourront donner lieu à un quelconque recul durable sur les droits et les acquis sociaux.

Faire respecter le devoir de protection des personnels

Les enseignant.es s'engagent partout pour maintenir une activité scolaire, un lien avec les familles et font preuve de solidarité en s'investissant nombreux et nombreuses dans le soutien aux personnels soignants. L'État doit répondre à ses obligations et veiller à ce que partout où sont accueillis les enfants des personnels soignants, du matériel sanitaire en nombre suffisant soit mis à disposition pour les volontaires. De même les locaux doivent être régulièrement nettoyés et désinfectés. Ce qui est enfin le cas dans l'académie pour le moment.

Dans le 1^{er} degré, pas de continuité pédagogique mais un lien et une forme d'activité scolaire

En affirmant un objectif de continuité pédagogique, le ministre leurre et culpabilise les collègues et les familles. Pour la FSU, il n'y a pas de continuité pédagogique mais une forme d'activité scolaire maintenue autant que possible ainsi qu'un lien avec les élèves et les familles avant tout pour les rassurer et les accompagner. Pas de progression dans les apprentissages, pas de notions nouvelles, seulement de la consolidation. L'école s'est arrêtée le 13 mars, elle reprendra là où elle s'est arrêtée.

Enseigner est un métier, il ne peut être délégué aux familles, l'apprentissage se fait à l'école dans un cadre collectif. Sinon cela creuse encore davantage les inégalités.

Il est indispensable de faire confiance aux équipes et au professionnalisme des enseignant.es qui prennent en compte la difficulté des élèves n'ayant pas d'outils numériques et ont trouvé leurs propres modes d'organisation.

Le ministre doit respecter la liberté pédagogique des enseignant.es et faire confiance aux organisations trouvées par les équipes : il ne peut être acceptable que l'institution contrôle les supports de travail, en impose ou exerce des pressions.

D'autre part, la FSU interpelle le gouvernement sur la détresse sociale dans laquelle sont les familles où la difficulté scolaire, culturelle et sociale rend la période invivable. L'école maternelle doit faire l'objet d'une plus grande attention notamment avec des propositions de contenus spécifiques pour poursuivre le lien avec l'école, notamment pour les enfants des familles populaires.

De même, il nous faut alerter dès à présent sur les dérives possibles que pourrait connaître l'Éducation Nationale : intrusion d'organismes privés et des GAFAM, transformation du métier avec un investissement dans le numérique pour envisager la classe virtuelle, au lieu d'équiper correctement toutes les écoles. L'administration doit se doter de ses outils numériques propres, à défaut elle doit s'engager via une charte prônant l'utilisation de logiciels libres.

Le retour à l'école après la période de confinement

La suspension de l'école jette une lumière accrue sur les inégalités scolaires, sociales et la fracture numérique. Le retour de l'école après la période de confinement ne peut être ordinaire. Il s'agit de laisser du temps aux équipes pour repenser collectivement les progressions et programmations dans le cadre des cycles.

Pour la rentrée, il est nécessaire de débloquer des moyens supplémentaires pour alléger les effectifs, développer les RASED et les maîtres supplémentaires, et ce dans toutes les écoles, afin de reconstruire ce que cette crise sanitaire aura chamboulé et s'attaquer franchement aux inégalités.

Mais le ministre se contente de saupoudrer quelques moyens ici et là.

Les instances de concertation de la carte scolaire ne peuvent se tenir dans l'urgence, sans possibilité de débat. La précipitation du ministère, des recteurs et DASEN est complètement décalée au vu des urgences du moment. Concernant les instances Cta et ctsd, vous refusez de nous communiquer les mesures de carte scolaire avec les documents préparatoires 7 jours avant.

La FSU demande également la suspension de toutes les opérations administratives nécessitant des échanges en présentiel et notamment Affélnet.

De même, le mouvement des personnels, lorsqu'il aura lieu, doit associer les représentant·es du personnel car leur expertise sera garante du bon déroulement de celui-ci. L'application des lignes directrices de gestion doit ainsi également être suspendue.

Si le ministère s'est engagé à reporter les concours en juin et juillet, la FSU sera attentif à la forme qu'ils prendront. Aucun.e candidat.e ne doit être lésé par ce report.

La FSU fera respecter l'engagement ministériel de ne pénaliser aucun personnel suite au report des opérations de déroulement de carrière. Engagement qu'il faudra étendre à la titularisation des stagiaires.

Face à cette crise et ses conséquences pour l'école, le ministère comme le ministre ne prennent clairement pas la mesure de la situation avec une accumulation d'incohérence et de décisions irresponsables. Il faudra bien qu'à un moment donné, le ministre rende des comptes sur sa gestion de cet épisode. Et plus largement c'est tout le gouvernement et l'administration qui devront aussi en rendre.

Faire et faire comme si, ce n'est pas pareil, le gouvernement et l'administration ont trop longtemps joué à ce petit jeu. La catastrophe sanitaire qui se concrétise dans les hôpitaux et à travers tout le territoire le met gravement en évidence.